



La contribution suisse à l'élargissement

Contexte – Activités – Résultats
Rapport annuel 2016



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Photo « Jeunes en formation dans un laboratoire »: Le taux de chômage des jeunes en Slovaquie est de 20,4 % (état: décembre 2016) en moyenne. De nombreuses branches critiquent le système de formation au motif qu'il ne laisse pas assez de place à la pratique et qu'il est difficile de trouver de la main-d'œuvre qualifiée. Dans le cadre de la contribution à l'élargissement, la Suisse soutient un projet visant à instaurer en Slovaquie un système de formation duale comparable au modèle helvétique, grâce au savoir-faire de la Suisse. © DDC

Photo « Deux hommes sur un « engin de gymnastique »: En Pologne, des institutions sociales et des centres de soins ont été rénovés grâce à la contribution à l'élargissement. Par exemple, le complexe sportif polyvalent du district administratif de Sainte-Croix (Świętokrzyskie) a été développé et dispose désormais d'une nouvelle infrastructure. Dans la maison de retraite voisine, les possibilités de rééducation et de thérapie s'en trouvent considérablement élargies. © Ministère de la santé de Pologne, photo de Marcin Zięba

Chère lectrice, cher lecteur,

Que d'effervescence dans le laboratoire de la Vocational School of Chemistry de Bratislava, capitale de la Slovaquie (v. photo de couverture)! Des jeunes distillent, synthétisent, chauffent et mélangent des substances et des liquides. Karin, 17 ans, est fascinée par les sciences naturelles depuis l'école primaire et rêve de travailler dans la recherche. Dominika, 16 ans, voit aussi son avenir dans la chimie: elle souhaite faire des études de pharmacie après sa formation. La contribution à l'élargissement a permis de faire avancer la réforme du système de formation en Slovaquie en s'inspirant du modèle suisse. Désormais, diverses professions font l'objet d'un apprentissage. Dans le secteur de la chimie, le bâtiment, l'électrotechnique, l'industrie agroalimentaire et la restauration, les apprentis peuvent mettre en pratique leurs connaissances théoriques à l'atelier, au bureau ou encore au laboratoire. Ce système profite non seulement aux élèves comme Karin et Dominika, mais encore à l'économie privée slovaque, qui se réjouit de disposer de main-d'œuvre qualifiée formée dans les entreprises.

Ce projet en Slovaquie illustre trois choses. Premièrement, la contribution à l'élargissement est bien positionnée et fait le lien entre le savoir-faire suisse et les besoins particuliers des pays partenaires. Par exemple, le système dual de formation professionnelle, modèle de réussite suisse, est très demandé à l'étranger. Deuxièmement, les résultats témoignent d'un effet positif sur le développement des pays partenaires. L'exemple de Karin et Dominika est l'un des nombreux résultats réjouissants, qui gagnent aujourd'hui en visibilité, alors que 10 programmes par pays s'achèveront à l'été 2017. Troisièmement, la contribution à l'élargissement resserre le partenariat entre la Suisse et les nouveaux États membres de l'Union européenne (UE). Grâce à la collaboration dans le cadre de projets durables, comme la réforme du système de formation en Slovaquie, l'image positive de notre pays est renforcée à long terme dans les pays partenaires. La visibilité accrue de la Suisse apporte une multitude d'avantages sur les plans politique et économique.

Le présent rapport annuel donne un aperçu des faits marquants et des moments forts de l'année 2016, et détaille les résultats obtenus. Au nom de la DDC et du SECO, nous vous souhaitons une bonne lecture.

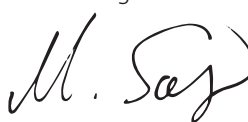
Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch



Secrétaire d'État
Directrice du SECO



Manuel Sager



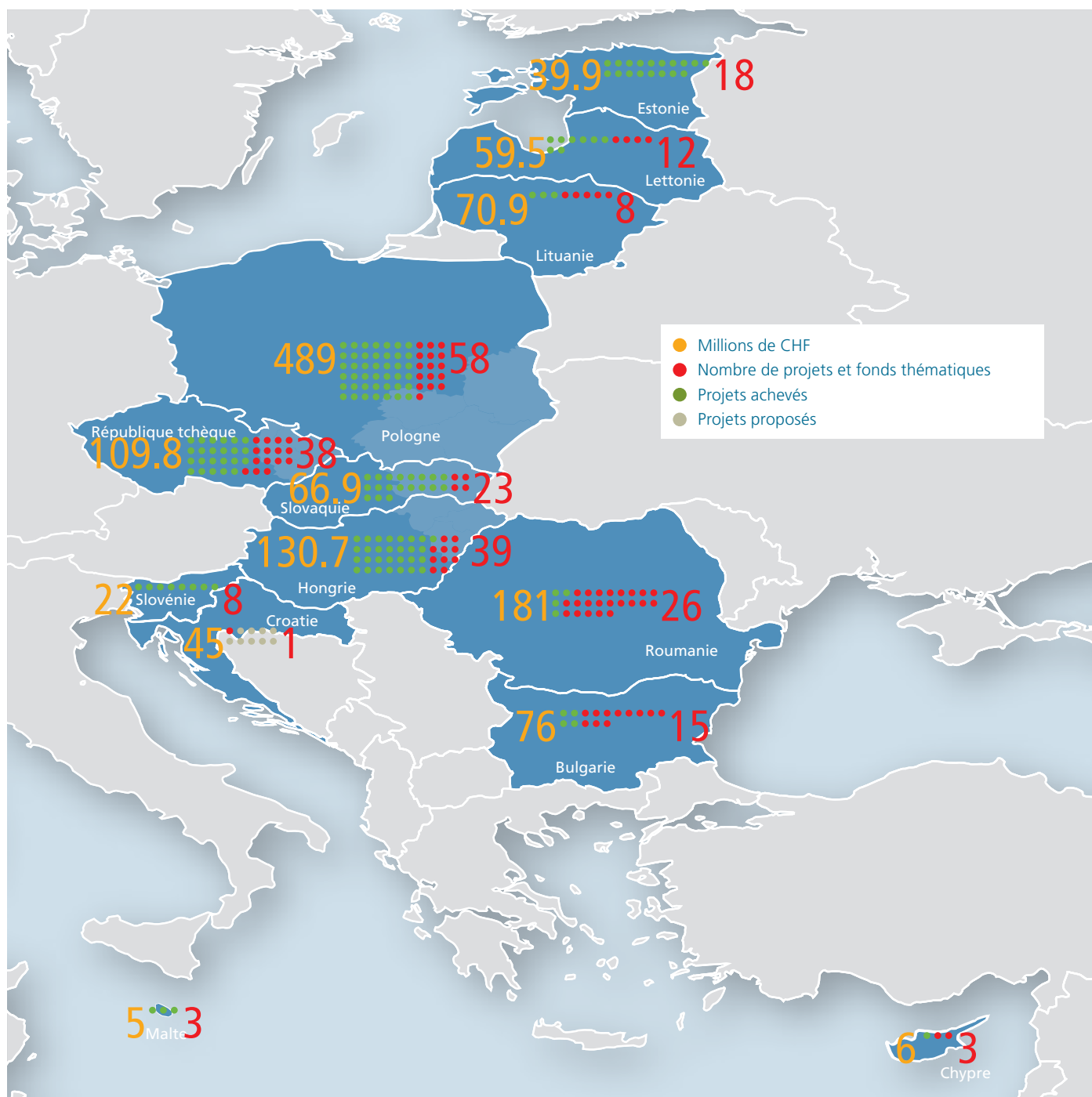
Ambassadeur
Directeur de la DDC



La contribution à l'élargissement en bref

La contribution à l'élargissement aide à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE élargie. L'engagement de la Suisse à cet égard est une manifestation de solidarité et de responsabilité, mais sert aussi les intérêts de notre pays. La Suisse développe des partenariats via cette coopération et renforce ses relations avec l'UE et ses nouveaux États

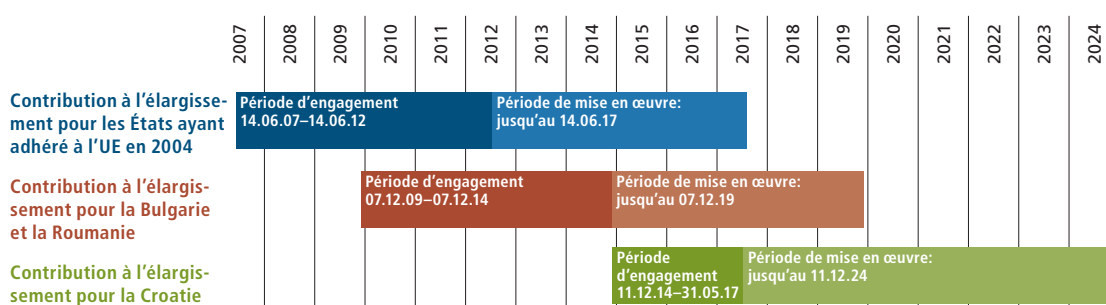
membres. Instrument majeur de sa politique européenne, la contribution à l'élargissement améliore aussi l'image de la Suisse à l'étranger. Elle augmente notamment les chances des entreprises suisses dans le cadre des marchés publics de l'UE.



La répartition de la contribution suisse à l'élargissement entre les treize États partenaires est définie en fonction du poids démographique et du revenu par habitant. La Suisse soutient 300 projets qu'elle a sélectionnés en concertation avec les pays concer-

nés et indépendamment de l'UE. La réalisation de ces projets est encadrée par la DDC et par le SECO, qui ont ouvert à cet effet des bureaux communs à Varsovie, Riga, Prague, Budapest, Bratislava, Sofia et Bucarest.

Calendrier de la contribution à l'élargissement



Les projets de la contribution à l'élargissement doivent aboutir dans un délai de dix ans. Au cours de la période d'engagement, les projets sont sélectionnés et les modalités de leur mise en œuvre sont définies. Vient ensuite la période de mise en œuvre, au cours de laquelle tous les projets doivent être menés à bien. En 2016, douze pays se trouvent dans la période de mise en œuvre, la Croatie est dans la période d'engagement.

Afin de contribuer efficacement à la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'UE, les projets visent cinq grands objectifs. Pour des raisons stratégiques, ces objectifs touchent des domaines dans lesquels la Suisse peut apporter beaucoup de savoir et d'expérience. Ainsi, les deux parties peuvent profiter d'un échange précieux. Une présentation détaillée de ces objectifs et des exemples de projets concrets figurent à partir de la page 10 du présent rapport.

La contribution à l'élargissement en chiffres:

Environ 300 projets approuvés	100% du budget alloué aux projets destinés aux 12 premiers pays
5 objectifs de projets: favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail; accroître la sécurité sociale; protéger l'environnement; accroître la sécurité publique; renforcer la société civile	13 pays partenaires: Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et République tchèque
1'302 milliard de francs destinés à réduire les disparités économiques et sociales dans l'UE élargie	110 millions de francs de la contribution à l'élargissement reviennent, sous forme de mandats ou de contributions, à des entreprises, hautes écoles et autres institutions suisses

Faits marquants en 2016

La contribution à l'élargissement bien notée par une évaluation externe

La DDC et le SECO mandatent chaque année trois à quatre études externes indépendantes. Un rapport d'évaluation permet de déterminer s'ils sont sur la bonne voie dans la mise en œuvre des projets. Une évaluation sert également à rendre compte au monde politique et au grand public ainsi qu'à améliorer l'apprentissage institutionnel.

Dans le cadre d'un appel d'offres public, un mandat d'évaluation a été confié à l'entreprise allemande GOPA Consultants, pour qu'elle étudie la pertinence, l'efficacité, l'efficacité et la pérennité de la contribution à l'élargissement.

Cet examen détaillé a montré que les projets créent de la valeur ajoutée et concourent favorablement au développement économique et social des secteurs et régions concernées dans chaque pays. La contribution à l'élargissement soutient la coopération entre

des organisations de Suisse et les pays partenaires dans différents domaines aux niveaux national, régional et local. Cette collaboration intensive a contribué à approfondir et à renforcer les relations bilatérales entre la Suisse et les pays partenaires.

À l'aune des critères reconnus internationalement que sont la pertinence, l'efficacité, l'efficacité et la pérennité, la contribution à l'élargissement obtient de bons résultats et est mise en œuvre avec succès. L'évaluation montre toutefois qu'il existe des possibilités d'amélioration, notamment en matière d'efficacité.

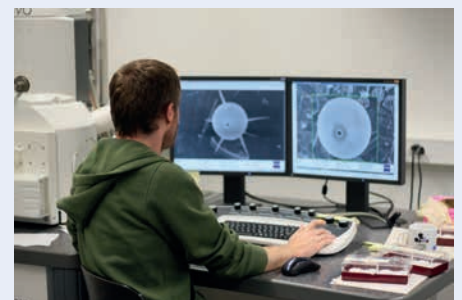
De plus amples informations sur l'évaluation figurent dans le rapport d'évaluation sur la contribution suisse à l'élargissement, qui peut être consulté sur le site www.contribution-elargissement.admin.ch.

Projet de recherche et développement en Pologne

Le projet de recherche et développement en Pologne favorise l'échange à long terme entre les chercheurs polonais et leurs homologues suisses dans les technologies de l'information et de la communication, les énergies renouvelables, les nanotechnologies, la santé et l'environnement. Le système de recherche polonais manque de ressources, et beaucoup d'institutions ne sont pas suffisamment impliquées dans les programmes de l'Espace européen de la recherche. Grâce à ce projet, la recherche polonaise s'ouvre à l'international, et devient ainsi plus attrayante pour les jeunes chercheurs polonais. Ce projet a été sélectionné de manière aléatoire lors de l'évaluation pour faire l'objet d'un examen plus poussé.

La pertinence de ce projet est jugée très bonne, l'efficacité, l'efficacité et la pérennité sont jugées bonnes. L'équipe d'évaluation estime que le projet complète bien le fonds européen et l'aide au développement norvégienne, et qu'il contribue à

l'apprentissage mutuel entre les instituts de recherche suisses et polonais. En outre, le projet incite les jeunes chercheurs à suivre les derniers développements de la recherche. L'efficacité du projet se mesure, par exemple, aux nombreuses publications concernant les sous-projets. Par ailleurs, les institutions suisses bénéficient de contributions importantes sur leurs sujets de recherche à long terme. Une conférence a favorisé l'échange spécialisé entre les chercheurs des deux pays et accru la visibilité du projet. Sur le plan de l'efficacité, les économies réalisées grâce aux gains de change ont pu être réinvesties dans une sélection de sous-projets et ainsi améliorer leur utilité. Le fait que les projets de recherche se poursuivront après la fin du programme est un signe de pérennité. La collaboration future entre les établissements suisses et polonais s'annonce également prometteuse, si tant est que ces établissements trouvent un soutien financier.



Le projet de recherche et développement en Pologne a été examiné de près par l'équipe d'évaluation. Contribution suisse: 30 200 000 francs; période: 2009–2017. © DDC

Conclusion des programmes en Slovénie et en Estonie

La Slovénie est le deuxième pays de la contribution à l'élargissement à conclure son programme avec succès. Voici quelques exemples des résultats obtenus dans le cadre des 8 projets:

- › À l'hôpital universitaire de Maribor, dans l'est de la Slovénie, les patients atteints d'un cancer sont traités depuis 2016 avec 2 appareils de radiothérapie modernes, ce qui permet de porter à 1000 par an, jusqu'à 2019, le nombre de thérapies effectuées.
- › La Suisse contribue à l'assainissement énergétique de 41 bâtiments publics dans 20 communes slovènes. Les premières évaluations révèlent une diminution des émissions de gaz à effet de serre et d'importantes économies réalisées dans les dépenses annuelles des communes.
- › Plus de 20 000 élèves slovènes abordent régulièrement en classe, avec leur enseignant, les thèmes de l'énergie et de la durabilité.
- › L'achèvement de nombreux petits projets visant à soutenir les organisations non gouvernementales (ONG) et les partenariats entre la Suisse et la Slovénie remonte à plusieurs années, mais les résultats sont encore visibles aujourd'hui. Ces prochaines années, la Slovénie entend continuer à vérifier les résultats des projets et à s'engager activement pour une efficacité durable des projets.

L'Estonie est le troisième pays à avoir achevé son programme. Voici quelques exemples des résultats atteints dans le cadre des 18 projets:

- › De nouveaux équipements ultramodernes (2 microscopes à force atomique) contribuent à renforcer le pôle estonien de recherche et développement, de même que des formations et des échanges avec l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). Par ailleurs, 22 jeunes chercheurs estoniens ont reçu une bourse pour effectuer un séjour dans une université suisse.
- › Grâce à des appareils modernes provenant de Suisse et à une formation dispensée par des professionnels à l'intention du personnel, les laboratoires et les stations de surveillance sont désormais en mesure de collecter des données environnementales complètes et fiables concernant l'eau, l'air, les rayonnements radioactifs et les dangers naturels, données qui sont importantes pour la protection de la nature et de la population.
- › Plus de 95 orphelins ont été accueillis dans des structures de type familial dans 14 logements rénovés.
- › La coopération entre la Suisse et l'Estonie, établie il y a une dizaine d'années, a également permis d'améliorer la protection contre les incendies et de perfectionner les services de secours grâce à l'optimisation technologique des centrales d'intervention et des ambulances. Par ailleurs, un soutien a été apporté à la justice estonienne pour en faire une institution plus efficiente, moins coûteuse et plus écologique.



Le projet «SKUPAJ» («ensemble») promeut l'intégration des enfants de la communauté rom à l'école en les aidant dans leurs devoirs et en leur donnant des cours de slovène. © DDC



Grâce au soutien de la Suisse, l'Estonie dispose de données environnementales complètes et fiables concernant l'eau, l'air, les rayonnements radioactifs et les dangers naturels. La photo représente des experts estoniens en train de réaliser des mesures sur le lac Vortsjaerv. © SECO

Aperçu de la mise en œuvre

Une solide formation professionnelle ouvre des perspectives aux jeunes

La Suisse soutient la Slovaquie avec un projet visant à renforcer la formation professionnelle duale. Afin d'offrir une formation axée sur la pratique et répondant aux besoins du marché du travail, les écoles professionnelles prennent davantage en considération les attentes des entreprises dans leur offre. Les étudiants enrichissent leur bagage théorique par une formation en entreprise. Ainsi, la main-d'œuvre de demain est plus qualifiée et dispose de meilleures perspectives professionnelles.



La formation proposée par l'école professionnelle d'hôtellerie et de restauration de Bratislava prépare les apprentis au marché du travail slovaque. © DDC

Une délégation de formateurs slovaques en visite en Suisse

En novembre 2016, une délégation slovaque a fait le déplacement en Suisse pour obtenir de plus amples informations sur le système de formation professionnelle en vigueur dans notre pays. Elle était constituée de directeurs d'école et de représentants d'organismes de formation professionnelle régionaux, des ministères slovaques de l'intérieur et de l'éducation qui, pendant leur séjour, se sont rendus à l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP) et au centre de formation de la Société suisse des entrepreneurs. Ils ont pu également obtenir des renseignements sur les services cantonaux d'information en matière d'orientation professionnelle et sur l'état d'avancement du projet suisse en lien avec la réforme du système de formation professionnelle slovaque.

D'après les statistiques, le taux de chômage des jeunes en Slovaquie se chiffre aujourd'hui à environ 20 %. Parallèlement, de nombreuses filières professionnelles se plaignent dans ce pays du manque de personnel correctement formé et de l'absence d'une formation professionnelle axée sur la pratique. Le projet encourage dès lors activement une étroite

collaboration entre les instituts de formation professionnelle, les fédérations interprofessionnelles et les unions patronales. La Suisse a, dans ce projet, une fonction de modèle et joue un rôle important dans les réformes en cours du fait de l'expérience qu'elle a acquise de longue date en matière de formation professionnelle duale.

Un bilan positif

Aujourd'hui, le projet touche à sa fin et différents résultats sont à saluer. Peter Krajnak, secrétaire d'État slovaque en charge de l'éducation, de la recherche et du sport, relève un intérêt croissant des parents, des étudiants et des entreprises pour le système de formation professionnelle duale. Le nombre d'étudiants inscrits dans le système dual était 2 fois plus élevé en 2016 qu'en 2015. Au total, 1121 contrats d'apprentissage ont été signés en Slovaquie et 1543 élèves fréquentent une école professionnelle appliquant le système de formation dual. Environ un tiers de ces chiffres peut être attribué au projet que la Suisse soutient dans le cadre de la contribution à l'élargissement.

Interview sur l'utilité des partenariats bilatéraux entre la Suisse et les nouveaux États membres de l'UE

La Suisse dispose d'une solide expérience dans la protection de l'environnement et la recherche, mais aussi dans le secteur de la santé et de l'action sociale. Les pays partenaires manquant d'expérience, principalement pour des raisons historiques, les organisations suisses actives dans les domaines susmentionnés peuvent grandement contribuer à développer le savoir et à trouver des solutions ciblées. C'est pourquoi la promotion de partenariats bilatéraux entre la Suisse et les nouveaux États membres de l'UE est une priorité de la contribution à l'élargissement. Sont admis à titre de partenaires, en Suisse et dans les pays partenaires, les organisations qui ne retirent aucun bénéfice commercial à participer au projet, comme

les fondations, les syndicats, les associations, ainsi que les autorités communales ou les unités administratives cantonales. Outre l'exemple classique des partenariats entre les villes, des partenariats sont conclus dans les domaines de la mobilité douce, de la formation pédagogique et de la biodiversité.

Par exemple, un partenariat est né entre la fondation suisse Diakoniewerk Neumünster, active principalement dans le secteur de la santé et de l'action sociale, et l'association faîtière des institutions sociales en République tchèque. Werner Widmer, directeur de la fondation Diakoniewerk Neumünster, confie ses expériences.

Monsieur Widmer, comment se déroule la collaboration entre votre fondation et la République tchèque dans le cadre de la contribution suisse à l'élargissement?

Werner Widmer: Depuis 2009, nous apportons un soutien spécialisé dans les domaines des soins aux personnes âgées et des soins palliatifs, ainsi que dans les domaines de l'éthique et de la gestion des institutions sociales. Les cadres de nos deux organisations se rencontrent quatre à huit fois par an en République tchèque et en Suisse. Parallèlement, des experts suisses sont invités à des conférences spécialisées en République tchèque pour présenter des exposés, et un manuel sur les soins palliatifs, que nous avons rédigé, a été publié en tchèque. Cet ouvrage s'adresse aux personnes directement impliquées dans les soins.

En Suisse, les contacts avec l'étranger permettent de mieux prendre conscience de la qualité élevée des prestations et renforcent la responsabilité qui en découle. La collaboration et les échanges culturels stimulent le débat sur les soins aux personnes âgées et les soins palliatifs.

Existe-t-il des approches différentes pour les mêmes défis dans les soins aux personnes âgées et dans le rapport à la mort?

Werner Widmer: Nous sommes impressionnés par l'engagement et la bienveillance dont font preuve les travailleurs en République tchèque quand ils effectuent leurs tâches. Ils exercent leur profession dans un cadre difficile, par exemple dans une situation financière défavorable. L'approche choisie pour les soins est toutefois différente de celle de la Suisse. En République tchèque, les soins aux personnes âgées sont davantage prodigués à domicile. Le réseau de soins à l'extérieur de l'hôpital est donc très bien développé et moins de moyens sont investis dans la création de places en maison de retraite. L'État met gratuitement à disposition des personnes âgées qui en ont besoin des contributions d'assistance. Ces dernières sont utilisées pour rétribuer des prestations au cas par cas. Elles peuvent même servir à rémunérer un proche qui dispense des soins. En ce qui concerne le rapport à la mort et l'accompagnement des personnes en fin de vie, nous avons aussi constaté de grandes différences. Dans les hôpitaux et les maisons de retraite tchèques, les personnes en fin de vie ne sont accompagnées ni par leurs proches, ni par le personnel soignant. Apparemment, elles ne le souhaitent pas. Les rituels d'adieu ne sont pratiquement pas connus en République tchèque.

Perspectives d'avenir: Quels défis pourraient se présenter dans le cadre de ce partenariat ces prochaines années?

Werner Widmer: En cas de poursuite du partenariat, nous envisageons de soutenir de manière ciblée le développement de la qualité des soins aux personnes âgées en République tchèque et de nous engager davantage pour le maintien de l'autonomie dans le grand âge. Ce domaine est prioritaire pour notre partenaire, car il est encore très peu développé en République tchèque et exige des solutions pragmatiques.



Pensionnaires de la maison de retraite Harmony Home à Vsetín, en République tchèque. © Maison de retraite Harmony Home à Vsetín

Les cinq objectifs de projet de la contribution à l'élargissement

La contribution à l'élargissement œuvre à l'atténuation des disparités économiques et sociales dans treize pays de l'UE élargie. Chaque projet vise à atteindre l'un des cinq buts définis dans ce domaine:

1. Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail

Budget: 333 millions de francs

2. Accroître la sécurité sociale

Budget: 180 millions de francs

3. Protéger l'environnement

Budget: 479 millions de francs

4. Accroître la sécurité publique

Budget: 116 millions de francs

5. Renforcer la société civile

Budget: 105 millions de francs

Pour chaque projet, des objectifs mesurables sont fixés. En principe, il incombe aux pays partenaires de contrôler la fourniture des prestations et la réalisation des objectifs. Ils rendent régulièrement compte

à la Suisse de l'avancement des projets et du respect des objectifs définis. Les pages suivantes proposent une présentation plus détaillée des objectifs de projets, illustrés au moyen d'exemples concrets.

La contribution à l'élargissement et la Croatie

En Croatie aussi, les cinq objectifs susmentionnés sont poursuivis dans le cadre de la contribution à l'élargissement, et ce jusqu'en 2024. Une fois les conditions-cadre et la forme que revêt la collaboration négociées, l'accent a été mis, en 2016, sur la préparation de projets concrets, qui doivent être approuvés d'ici à mai 2017 par les autorités croates et par le SECO et la DDC, du côté de la Suisse.

La DDC souhaite une collaboration complète dans la formation professionnelle duale et la recherche. Sa deuxième priorité est le déminage de la Croatie et l'intégration des victimes des mines dans la société. Comme pour les autres pays partenaires bénéficiaires de la contribution à l'élargissement, un fonds de partenariat soutient les partenariats bilatéraux entre les institutions suisses et croates.

Le SECO soutiendra les efforts de la Croatie en matière de protection de l'environnement. Plusieurs projets d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et de collecte et de traitement des eaux usées dans le nord-ouest de la Croatie sont en préparation. Ces projets visent non seulement à accroître la qualité de vie des habitants, mais aussi à rendre la région plus attrayante, à créer des emplois, et ainsi à renforcer durablement l'économie locale.



Un collaborateur de l'organisation de déminage croate CROMAC montre les terrains de la commune de Petrinja, où de grandes parcelles sont encore à déminer. © DDC

1. Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail

La Suisse soutient à hauteur de 333 millions de francs des projets visant à stimuler la croissance économique et à améliorer les conditions de travail dans ses pays partenaires. Ces projets servent également l'intérêt de la Suisse, dont l'industrie d'exportation profite du développement des marchés est-européens et de l'augmentation du pouvoir d'achat dans les pays partenaires.

De nature très diverse, ces projets vont de la promotion des régions structurellement faibles dans le sud-est de la Pologne au développement de programmes de bourses pour des jeunes chercheurs des

nouveaux pays membres de l'UE, en passant par la mise en place d'un système dual de formation professionnelle en Slovaquie. La contribution à l'élargissement finance en outre des crédits pour des petites entreprises et concourt ainsi à la création et au maintien de nombreux emplois. De plus, elle renforce la responsabilité sociétale des entreprises et le tourisme dans des régions structurellement faibles, et améliore l'application des normes internationales dans les domaines de la présentation des comptes et de la révision, ce qui profite au climat d'investissement et permet de prévenir les infractions financières.

Près de **1000** Roumains ont trouvé un emploi grâce à l'octroi de crédits garantis aux PME

À l'instar de la formation professionnelle duale, l'offre de formation s'est enrichie de **6** professions en Bulgarie

88 partenariats bilatéraux conclus dans le domaine de la recherche-développement ont permis de déposer **21** nouveaux brevets

Afin de renforcer le développement local en Pologne, **1200** PME, ONG et start-up ont bénéficié de fonds de soutien

En Pologne, **9780** experts de la réglementation du secteur financier ont suivi une formation continue en comptabilité et en vérification des factures

Dans le cadre du programme Sciex, environ 1250 chercheurs et plus de 190 institutions ont participé à quelque **1000** publications scientifiques

Le capital-risque crée des emplois novateurs et renforce la croissance durable en Hongrie

Détenu à 43 % par la Suisse, le fonds de capital-risque hongrois Euroventures soutient des entreprises innovantes jeunes ou nouvellement fondées du centre de la Hongrie. Le partenaire de mise en œuvre local a choisi jusqu'à présent 20 sociétés sur près de 700 demandes et participe jusqu'à hauteur de 70 % à leur capital propre. En dehors du financement, les entreprises sont aussi soutenues pour les questions opérationnelles. Jusqu'à aujourd'hui, le projet a permis la création de plus de 200 emplois hautement qualifiés, ce qui est une étape importante en Hongrie compte tenu des conséquences de la crise financière de 2007/2008 et de la difficulté d'accéder au financement pour les entreprises. À la fin de 2016, huit entreprises n'avaient plus besoin de soutien.

Parmi les entreprises soutenues, on trouve par exemple une société qui propose des prestations de covoiturage en Hongrie et à l'étranger: il s'agit de mettre en relation des conducteurs ayant des places de libre dans leur voiture et des voyageurs qui souhaitent effectuer le même trajet. Le fort allègement du trafic individuel qui en résulte doit contribuer à la protection de l'environnement et à répondre aux défis du changement climatique, un objectif partiel de la contribution à l'élargissement. Une autre entreprise met au point un scalpel «intelligent» (iKnife) grâce auquel les tissus peuvent être sondés à la recherche, entre autres, de cellules cancéreuses durant les opérations. Cet instrument permet non seulement d'éliminer de façon ciblée les tissus cancéreux, mais encore de réduire les dommages pour les tissus sains et d'éviter les infections bactériologiques. Selon

l'équipe qui l'a développé, il accroît la sécurité des opérations et fait baisser les coûts des interventions chirurgicales.



Euroventures a soutenu une entreprise qui a développé un logiciel pouvant analyser le patrimoine génétique humain. La photo montre des collaborateurs étudiant des séquences d'ADN imprimées. © SECO

2. Accroître la sécurité sociale

La Suisse finance avec environ 180 millions de francs une large palette de mesures relatives à la sécurité sociale dans les pays partenaires. L'accompagnement des personnes âgées et malades ainsi que la promotion des jeunes sont au cœur de ces mesures. Les projets sont axés sur les cinq domaines prioritaires que sont les services sanitaires de base, la

modernisation des hôpitaux, la prévention, les services sociaux pour certains groupes cibles, ainsi que différentes prestations sociales comme la facilitation de l'accès à l'école dans les régions rurales ou l'amélioration des services médicaux d'urgence. La Suisse contribue à ces projets en apportant son expertise.

En Pologne, **1'143'000** personnes ont participé à 7821 manifestations sur la prévention de l'alcoolisme et du tabagisme

27 hôpitaux en Lituanie ont été pourvus d'équipements médicaux modernes

En Slovaquie, **137** employés de centres communautaires ont suivi avec succès une formation sur le comportement à adopter vis à vis des enfants et des jeunes des communautés roms marginalisées

En Estonie, **131** ambulances ont été équipées de stations informatiques transportables avec une connexion à l'internet et 1350 employés ont été formés à l'utilisation de ce nouveau dispositif

En Lettonie, 26 centres pour la jeunesse ont été ouverts et **4500** jeunes travailleurs ont bénéficié de formations

Dans le cadre du projet mis en œuvre dans la région de Wallachia, **27** véhicules, 2 véhicules spéciaux, 1 minibus et 1 pick-up ont été mis à disposition pour le transport de personnes handicapées

La mortalité infantile a fortement diminué en Lituanie

Grâce au soutien suisse, les conditions de prise en charge des nouveau-nés et de leurs mères se sont considérablement améliorées en Lituanie. Fait notable, la mortalité infantile a fortement baissé, passant de 16,5‰ en 1992 à 3,9‰ en 2014, ce qui correspond au taux suisse.

Dès les années 90, la Suisse a financé des équipements médicaux dans les maternités lituaniennes. Elle soutient ce secteur à hauteur de 45,6 millions de francs au titre de la contribution à l'élargissement. La plupart des projets ont pu être achevés à la fin août 2016. Les résultats suivant ont été atteints:

- › 27 hôpitaux sont équipés d'appareils médicaux modernes, et 3 hôpitaux éloignés ont reçu des véhicules spéciaux pour le transport des nouveau-nés;
- › 24 hôpitaux sont mieux isolés. Le chauffage, l'approvisionnement en eau, les installations électriques et la ventilation ont été modernisés, ce qui améliore le climat intérieur et réduit considérablement la consommation énergétique et les frais d'entretien;
- › Plus de 2337 aides-soignants ont participé à des formations, et 70 directives concernant le diagnostic et le traitement ont été mises au point.



Les projets visant à réduire la mortalité infantile en Lituanie se termineront en avril 2017. D'ici là, il est prévu d'équiper 17 hôpitaux de panneaux solaires et de pompes à chaleur, de procéder à l'assainissement énergétique de 2 autres hôpitaux, de créer une base de données générale de patients et d'organiser des formations supplémentaires. © Ministère de la santé publique lituanien

3. Protéger l'environnement

Quelque 479 millions de francs sont consacrés à des projets relevant de la protection de l'environnement. Ils comprennent des projets d'infrastructure qui visent à promouvoir les transports publics, l'alimentation en eau potable, l'épuration des eaux usées, l'efficacité énergétique, le recours aux énergies renouvelables, l'élimination des déchets spéciaux et

la surveillance de l'environnement. De surcroît, ces projets réduisent les risques sanitaires, améliorent les conditions de vie de la population et stimulent la croissance économique. Outre des activités dans le domaine des infrastructures, la Suisse soutient des projets visant à protéger la nature et la biodiversité.

En Slovaquie, environ 12 000 personnes bénéficient de nouvelles infrastructures d'épuration	En Hongrie, 30,5 km de canalisations d'eau potable qui étaient contaminées par l'amiante ont été remplacées par de nouveaux tuyaux
Grâce à des conférences et à des formations et ateliers ciblés, 800 agriculteurs et 350 représentants d'ONG ont approfondi leurs connaissances sur la biodiversité dans l'agriculture	En République tchèque, une nouvelle ligne de trolleybus longue de 3 km relie le centre-ville d'Ostrava à une gare routière destinée au transport régional
L'amiante a été éliminé dans plus de 34'000 foyers polonais. Environ 1 000 familles ayant des difficultés financières ont été relogées à cette occasion	Grâce au système de surveillance de l'environnement, l'Estonie contrôle actuellement plus de 90% des principaux indicateurs (elle en contrôlait 69 % avant le projet)

4. Accroître la sécurité publique

L'assainissement du port industriel de Riga protège la mer Baltique

Grâce au soutien de la Suisse, la Lettonie a pu éliminer la majorité des déchets toxiques de l'ancien port industriel de Riga (zone de Sarkandaugava). Cette zone portuaire a été utilisée dès 1872 pour le transport et le stockage de produits pétroliers, d'où un impact négatif pour l'environnement et une menace pour la santé des riverains.

La qualité de l'eau et du sol est désormais meilleure. Les produits pétroliers ne polluent plus le fleuve Daugava ou la mer Baltique. L'entreprise d'assainissement chargé de ces travaux a retiré plus de 1600 tonnes de pétrole en suspension dans l'eau et plus de 7100 tonnes de sol pollué, dont elle a confié l'élimination à une entreprise agréée conformément aux lois nationales et aux directives de l'UE. Actuellement, les eaux adjacentes sont séparées par un rideau de palplanches du terrain encore pollué, qui sera assaini dans les prochaines années.

Les effets déployés par le projet dépassent la phase de mise en œuvre effective et les activités purement techniques d'assainissement. Une formation ciblée et la construction des infrastructures nécessaires permettront d'assurer la surveillance et l'élimination des déchets restants.



L'ancien commerce pétrolier dans le port industriel letton de Riga (zone de Sarkandaugava) a eu un impact négatif sur l'environnement et les riverains. © SECO

116 millions de francs de la contribution à l'élargissement sont destinés au renforcement de la sécurité publique dans les pays partenaires. Il s'agit par exemple de moderniser le système judiciaire en Lettonie, de

renforcer la protection de la frontière extérieure de l'espace Schengen en Pologne, de mettre en place des mesures pour gérer les catastrophes naturelles et les situations d'urgence en Hongrie, et de lutter contre la corruption et la criminalité organisée dans différents pays. Ces projets, qui visent à améliorer la sécurité publique dans les pays partenaires, servent

également l'intérêt de la Suisse, étant donné qu'ils contribuent entre autres à lutter contre la criminalité transfrontalière.

<p>En Estonie, l'amélioration des mesures de protection contre les incendies permet l'évacuation plus rapide et plus sûre des patients de 175 hôpitaux</p>	<p>En Slovaquie, 79 collaborateurs des services de sauvetage intégrés ont été formés à la protection civile</p>
<p>En Bulgarie, 36 cadres de postes de police régionaux ont été sensibilisés au respect des droits de l'homme dans l'exercice de leur fonction</p>	<p>En Pologne, diverses formations ont été organisées dans le domaine de la gestion des migrations et de la diversité et ont permis de former 1085 personnes</p>
<p>En Hongrie, la livraison, le transport, le stockage et le contrôle de la qualité de digues mobiles longues de 12,5 km destinées à lutter contre les crues ont été assurés</p>	<p>En Lituanie, des installations vidéo ont été mises en place dans 18 tribunaux et 13 prisons</p>

La Suisse s'engage contre la traite des êtres humains en Bulgarie et en Roumanie

Dans le cadre de la contribution à l'élargissement, la Suisse lutte contre la traite d'êtres humains au moyen de diverses mesures et contribue ainsi à améliorer la sécurité publique en Bulgarie et en Roumanie. Tous les projets visent à protéger efficacement les victimes, à renforcer les institutions étatiques locales et à élargir l'éventail des prestations sociales. Les mesures concrètes mises en œuvre dans le cadre des projets en Bulgarie et en Roumanie comprennent les éléments suivants:

- › Identification: les victimes se font rarement connaître comme telles, mais elles présentent souvent des caractéristiques précises. Elles portent des marques de mauvais traitements ou elles n'ont pas leurs documents d'identité.
- › Protection des victimes: les victimes de la traite des êtres humains ont généralement subi des violences psychiques et physiques. Elles sont prises en charge temporairement dans un lieu d'accueil, où elles bénéficient d'un suivi ainsi que d'une assistance médicale et juridique.
- › Rapatriement et réintégration: cette démarche implique des conseils et un soutien pour aider les victimes à retrouver un quotidien sans violence.
- › Prévention: les minorités ethniques, en particulier, sont un important groupe cible des campagnes, car les groupes sociaux marginalisés sont des proies faciles pour les trafiquants.



Campagne de prévention contre la traite d'êtres humains en Bulgarie, qui met en garde contre les fausses promesses de travail à l'étranger et appelle à bien étudier l'offre avant le départ © Association Animus

5. Renforcer la société civile

La contribution à l'élargissement finance à hauteur d'environ 105 millions de francs des projets visant à renforcer la société civile. Un fonds de soutien aux organisations non gouvernementales (fonds ONG) a été mis en place dans chaque pays partenaire. Les fonds ONG financent 700 petits projets au total, en majorité des projets sociaux ou environnementaux qui permettent à la société civile de participer avec

succès au développement économique et social du pays. Grâce à l'implication des partenaires suisses, les ONG peuvent profiter de leur savoir-faire. De leur côté, des organisations suisses peuvent développer leurs réseaux et leurs compétences grâce aux partenariats avec des organisations dans les pays partenaires.

Au moins **1'500'000** citoyens roumains ont pu prendre part à des activités menées par la société civile

En Pologne, **336** projets à l'initiative des ONG se sont terminés avec succès

Grâce à divers projets, des ONG sont à l'origine d'au moins **55** améliorations de la législation bulgare

En République tchèque, les ONG ont œuvré à **26** projets dans le domaine de la santé

78 ONG estoniennes ont conclu des contrats de coopération avec divers partenaires publics

4 projets dans les domaines des activités sociales et du tourisme, dont un mettant l'accent sur les communautés roms, ont été mis en place en Slovaquie

Sapeurs-pompiers volontaires en Roumanie – un engagement de la société civile

La contribution suisse à l'élargissement renforce la société civile en Roumanie en finançant les projets par le biais du fonds réservé aux partenariats et aux experts et du fonds thématique consacré à la société civile. Ces deux fonds visent à soutenir des partenariats existants ou en gestation conclus entre des organisations et communes roumaines et suisses, et à permettre à des institutions roumaines de bénéficier de l'expertise suisse. Ils encouragent également la population civile à se mobiliser au sein de la société roumaine.

La société civile roumaine se mobilise pour la création de corps de sapeurs-pompiers volontaires. Il y a plus de cinq ans, le Parlement roumain a adopté une loi stipulant que chaque commune du pays devait disposer d'un corps de sapeurs-pompiers volontaires. L'argent faisant malheureusement défaut aux communes pour ce type de projet, la loi n'existait que sur le papier un peu

partout dans le pays. La société civile s'est donc mobilisée autour de cette idée avec le soutien de l'association Opération Villages roumains-Suisse et de la coopération suisse à l'élargissement.

En Roumanie, les corps de sapeurs-pompiers volontaires se présentent sous la forme d'unités d'intervention régionales agissant dans des situations exceptionnelles. Chaque corps de pompiers couvre quatre ou cinq communes. Jusqu'alors, 40 à 50 pompiers ont été formés pour intervenir en situation d'urgence. Les pompiers volontaires soulagent les pompiers professionnels en prenant en charge de petites interventions ou en assurant la transition le temps que les sapeurs-pompiers professionnels arrivent sur place. Les sapeurs-pompiers bénévoles sont en outre formés pour faire face à d'autres situations d'urgence telles que les inondations.



Grâce à la société civile, la loi roumaine concernant les sapeurs-pompiers volontaires a été concrétisée. Un partenariat entre la Suisse et la Roumanie a permis au concept de sapeurs-pompiers volontaires de voir le jour, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la loi. Depuis le lancement du projet financé par la contribution suisse à l'élargissement, quatre nouvelles unités de pompiers volontaires ont été mises en place. © DDC

Impressum

Publication:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO
3003 Berne

Mise en page:
Communication visuelle DFAE

Téléchargement:
www.contribution-elargissement.admin.ch (rubrique «Publications»)

Contact spécialisé:
Direction du développement et de la coopération DDC
Division Nouveaux États membres de l'UE
Freiburgstrasse 130, 3003 Berne
Tél: +41 58 462 68 46
swiss-contribution@deza.admin.ch

Secrétariat d'État à l'économie SECO
Secteur Contribution à l'élargissement/Cohésion
Holzikofenweg 36, 3003 Berne
Tél: +41 58 462 78 24
swiss-contribution@seco.admin.ch

www.contribution-elargissement.admin.ch

Berne, avril 2017, © DDC/SECO